



Distribution: générale Point 8 de l'ordre du jour
Date: 14 janvier 2019 WFP/EB.1/2019/8-D/2/1
Original: anglais Questions opérationnelles – Projets approuvés par correspondance
Pour information

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<https://executiveboard.wfp.org/fr>).

Révision de l'intervention prolongée de secours et de redressement Niger 200961 et augmentation budgétaire correspondante

	Chiffres actuels	Modification	Chiffres révisés
Durée	36 mois (janvier 2017– décembre 2019)	s.o.	36 mois (janvier 2017– décembre 2019)
Nombre de bénéficiaires	2 768 526	179 794	2 948 320
<i>(en dollars É.-U.)</i>			
Coût total	420 562 319	71 886 951	492 449 270
Transferts	323 917 492	73 569 094	397 486 586
Mise en œuvre	0	12 785 503	12 785 503
Coûts d'appui directs ajustés	69 131 404	(17 955 107)	51 176 297
Total partiel	393 048 896	68 399 490	461 448 386
Coûts d'appui indirects (6,5%)	27 513 423	3 487 461	31 000 884

Marqueur de l'âge et de l'égalité femmes-hommes* 2A (sur la base du marqueur retenu dans le plan stratégique de pays provisoire de transition tel qu'approuvé par le Conseil).

* <http://gender.manuals.wfp.org/en/gender-toolkit/gender-in-programming/gender-and-age-marker/>.

Coordonnateurs responsables:

M. A. Dieng
Directeur régional
Afrique de l'Ouest
courriel: abdou.dieng@wfp.org

M. S. Ouane
Directeur de pays
courriel: sory.ouane@wfp.org

Décision

Le Conseil a approuvé par correspondance la révision de l'intervention prolongée de secours et de redressement Niger 200961 "Renforcer la résilience au Niger grâce à une approche intégrée multisectorielle et multipartenaires axée sur la protection sociale et la réduction des risques de catastrophes", et l'augmentation budgétaire correspondante, d'un montant de 71 886 951 dollars, faisant l'objet du présent document.

31 décembre 2018

Justification

1. Au moyen de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200961, le PAM cherche à renforcer la résilience des systèmes, des communautés et des personnes, en association avec un large éventail de partenaires; pour ce faire, il a recours à une approche intégrée, multisectorielle et concentrée géographiquement.
2. L'IPSR 200961 s'articule autour de trois grands axes: un ensemble intégré d'activités centrées sur la résilience; le développement des capacités nationales; et l'établissement de partenariats stratégiques.
3. La présente révision de l'IPSR 200961 est un des éléments du passage que doit opérer le PAM vers un plan stratégique de pays provisoire de transition (PSPP-T) en 2019 et permettra au bureau de pays de continuer à fournir une assistance en temps voulu aux populations vulnérables ciblées. Il s'agit d'ajuster la planification des opérations du PAM en fonction des événements qui se sont déroulés récemment dans le pays et qui font que le nombre de bénéficiaires doit être révisé à la hausse, notamment ceux du fonds de réserve et des activités d'assistance alimentaire pour la création d'actifs (3A), comme indiqué au tableau 1. La révision n'aura pas d'incidence sur la durée de l'IPSR, qui a démarré en janvier 2017 et devrait normalement s'achever le 31 décembre 2019. Les activités approuvées au titre de l'IPSR se poursuivront, et aucun changement ne sera apporté aux types d'activités; cependant, la révision doit préparer le terrain pour les transformations stratégiques qui découleront des consultations relatives à l'examen stratégique national Faim zéro et du processus d'élaboration du plan stratégique de pays (PSP) qui couvrira la période 2020-2024. Par ailleurs, les activités et le budget de l'IPSR seront incorporés dans le PSPP-T.
4. Plus précisément, la présente révision budgétaire prévoit:
 - une diminution de 2 114 tonnes des transferts de produits alimentaires, mais une augmentation de 25 476 320 dollars de leur valeur; cela s'explique par une diminution de 14 855 tonnes des quantités d'aliments pauvres d'un point de vue nutritionnel (céréales, légumineuses et sel) et une augmentation des quantités de produits nutritionnels due à un accroissement du nombre des bénéficiaires des activités de prévention (lesquelles font partie d'un ensemble intégré destiné aux bénéficiaires d'une aide en période de soudure et d'activités 3A);
 - une hausse de 27 226 601 dollars au titre des transferts de type monétaire;
 - une majoration de 10 358 218 dollars des transferts au titre du développement et de l'augmentation des capacités; et
 - une hausse de 23 293 458 dollars au titre des coûts de transport extérieur, de transport terrestre, d'expédition et de manutention, des autres coûts opérationnels directs relatifs aux transferts de vivres, de type monétaire, aux bons et aux dépenses connexes.

Résumé des activités en cours

5. L'IPSR 200961 (de même que le PSPP-T de 2019) a recours à une approche intégrée qui va lui permettre d'établir une passerelle entre l'assistance humanitaire et le développement en aidant les personnes démunies à échapper à la pauvreté et à s'insérer dans le système économique. Soucieuse de stimuler le changement et de préparer le terrain pour un désengagement progressif de l'aide, elle s'articule autour de trois grands axes interdépendants qui se renforcent mutuellement: un ensemble intégré d'activités axées sur la résilience qui contribuera à établir des modèles efficaces réalisables à différentes échelles; le renforcement des capacités nationales; et le développement de partenariats stratégiques.
6. L'ensemble intégré d'activités axées sur la résilience (effets directs stratégiques 2, 3 et 4 du PSPP -T) seront mises en œuvre dans les "communes de convergence"¹ prioritaires; il s'agit d'une série d'activités variées reposant sur une approche multisectorielle et multipartite à assise communautaire, dont le but est d'atténuer les inégalités de genre pour favoriser la durabilité des résultats obtenus. Elles comprennent des activités 3A, l'assistance alimentaire saisonnière, l'alimentation scolaire, des services de nutrition intégrés et une aide aux petits producteurs. L'IPSR prévoit également un fonds de réserve pour couvrir les besoins critiques durant la période de soudure et une assistance aux Maliens réfugiés de longue date au Niger².
7. En complément de l'ensemble intégré d'activités axées sur la résilience, le PAM continuera, au titre de l'effet direct stratégique 5 du PSPP-T, de fournir aux institutions gouvernementales (à tous les niveaux) une aide en matière de renforcement des capacités en vue d'améliorer les programmes de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise, de protection sociale et de développement de la résilience pour qu'ils répondent équitablement aux besoins et aux priorités des différents groupes de population.
8. Les questions relatives à la problématique femmes-hommes, à la protection et à la responsabilité à l'égard des populations touchées sont systématiquement prises en compte dans toutes les activités du PSPP-T.

Conclusions et recommandations des évaluations

9. En moyenne, 5,6 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire³ en raison d'une disponibilité insuffisante de nourriture due à des déficits de production, à des problèmes de sécurité, à la croissance démographique et à d'autres facteurs. Chaque année, environ 2,65 millions d'entre elles sont touchées et constituent de ce fait la population la plus vulnérable. En cas de choc, la part de la population susceptible de se retrouver en situation d'insécurité alimentaire peut atteindre 48 pour cent, ce qui illustre le caractère chronique de la vulnérabilité du Niger face à l'insécurité alimentaire⁴.

¹ L'approche des "communes de convergence" guide la coordination et la cohérence de l'action sur le terrain; elle fait des municipalités le point d'ancrage des interventions, conformément à la politique de décentralisation du Gouvernement.

² Le Niger a accueilli depuis 2012 58 000 Maliens réfugiés dans les régions de Tillabéry et de Tahoua.

³ Analyse intégrée du contexte.

⁴ Aucune donnée n'est disponible sur la vulnérabilité face à la faim ni sur l'insécurité alimentaire.

10. D'autres facteurs restreignent l'accès à la nourriture, parmi lesquels les inégalités de genre, des pratiques de soin et une alimentation inadaptées ou encore un accès limité à l'éducation ainsi qu'aux services d'approvisionnement en eau, d'assainissement et d'hygiène. Les aliments les plus consommés sont les céréales (59 pour cent). La proportion des ménages ne pouvant pas s'offrir une alimentation nutritive chaque jour est de 43 pour cent dans la région de Maradi, de 47 pour cent dans celle de Zinder et atteint même 59 pour cent dans celle de Diffa⁵.
11. Plus de 2,7 millions de personnes sont actuellement en situation d'insécurité alimentaire dans les zones rurales, et 6 millions d'autres risquent d'y être exposées si un choc se produit⁶. Les principales causes sont à attribuer à la mauvaise production de 2017 dans les régions d'élevage⁷, à une production agricole insuffisante dans certaines zones circonscrites et au conflit qui restreignent l'activité des marchés et la circulation des personnes et provoque des déplacements. Par rapport à un ménage dirigé par un homme, la probabilité pour un ménage dirigé par une femme de souffrir d'insécurité alimentaire en 2018 est plus que double⁸ ⁹. Les évaluations de la sécurité alimentaire en cours détermineront le niveau de l'insécurité alimentaire en 2019. D'après les premières estimations du plan d'intervention humanitaire pour le Niger, 1,3 million de personnes auront besoin d'une assistance alimentaire en 2019, notamment dans les zones touchées par le conflit.
12. L'insécurité qui règne aux frontières avec le Mali et le Burkina Faso, conjuguée aux violences intercommunautaires, a entraîné le déplacement d'environ 48 000 personnes dans les régions de Tillabéry et de Tahoua depuis le début de 2018. La coordination de la défense civile et militaire a été étendue à ces régions, et le PAM fournit, dans le cadre de son dispositif de réserve, une assistance alimentaire d'urgence aux populations déplacées de ces régions, en collaboration avec le mécanisme d'intervention rapide dirigé par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance et le Gouvernement.
13. Une enquête de suivi et d'évaluation normalisés des phases de secours et de transition (SMART) est en cours de réalisation dans les huit régions du pays. Les données validées dont on dispose indiquent que 42,2 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffrent de retard de croissance, et 10,3 pour cent de malnutrition aiguë globale, avec de fortes disparités selon les régions¹⁰. 73,4 pour cent des enfants de moins de 5 ans et 45,8 pour cent des femmes âgées de 15 à 49 ans souffrent d'anémie. Les principaux facteurs immédiats qui concourent à la dénutrition maternelle et infantile sont les suivants: modes d'alimentation inadaptés des nourrissons et des jeunes enfants, taux élevé de morbidité, fréquence des grossesses chez les adolescentes, taux de fécondité élevé¹¹, espacement des grossesses insuffisant et accès limité aux services sanitaires de base, notamment aux services en matière de santé sexuelle et procréative.

⁵ PAM. 2018. Comblent le déficit en nutriments au Niger. (Non disponible en ligne.)

⁶ Institut national de la statistique et Système d'alerte précoce et de prévention des catastrophes. 2017. *Enquête conjointe sur la vulnérabilité à l'insécurité alimentaire des ménages au Niger: rapport final*. Disponible à l'adresse http://www.stat-niger.org/statistique/file/Vulnerabilite/Rapport_vulnerabilite_2017.pdf.

⁷ À l'origine d'un déficit de fourrage d'environ 11 millions de tonnes, soit 41 pour cent des besoins totaux, un pourcentage supérieur au seuil d'alerte rapide fixé à 35 pour cent.

⁸ Environ 30 pour cent des ménages dirigés par une femme sont en situation d'insécurité alimentaire, contre 13 pour cent des ménages dirigés par un homme (EVIAM 2017/18).

⁹ Aucune donnée ventilée par âge et par sexe n'est disponible. Cela s'explique peut-être par l'accès limité des femmes à l'emploi formel ainsi qu'à la terre (pour la travailler) et à ses ressources.

¹⁰ Institut national de la statistique. 2018. *Enquête démographique et de santé du Niger EDSN-V 2017: résultats préliminaires*.

¹¹ Le taux de fécondité est de 7,6 enfants par femme (Banque mondiale).

14. Une analyse destinée à combler le déficit en nutriments¹² a souligné qu'il convenait d'associer plusieurs interventions pour faire diminuer le coût de l'alimentation au niveau des ménages, préconisant par exemple de combiner trois programmes tels que l'apport de suppléments nutritionnels aux enfants âgés de 6 à 23 mois et aux filles et femmes enceintes et allaitantes, la fourniture de repas scolaires aux enfants âgés de 6 à 11 ans et des transferts de type monétaire aux ménages.
15. Une évaluation décentralisée de l'IPSR 2009¹³ a montré que les activités du PAM étaient pertinentes et conformes aux priorités du Gouvernement, en dépit de problèmes de financement et d'un trop grand nombre de mécanismes de coordination décentralisés. Elle a également relevé l'insuffisance des systèmes de suivi et d'évaluation et observé qu'aucun plan n'était prévu au cas où des déficits financiers importants entraîneraient une baisse d'efficacité des activités.

Finalité de la révision de l'IPSR et de l'augmentation budgétaire correspondante

16. Plusieurs faits récents exigent une révision de l'IPSR et une augmentation de son budget. Premièrement, le montant du fonds de réserve pour la période de soudure doit être relevé pour appuyer le plan d'aide du Gouvernement aux personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë touchées par des chocs. En effet, l'expérience acquise lors de l'intervention de 2018 face au choc au Sahel a montré que les ressources devaient être mobilisées bien avant le déclenchement des crises périodiques, notamment celles qui se produisent en début d'année (par ex. dans les zones pastorales en raison des rivalités croissantes pour l'usage des pâturages, qui à leur tour aggravent les tensions sociales et le conflit); en outre, une nouvelle crise a éclaté dans les régions de Tillabéry et Tahoua qui requiert une attention soutenue. Deuxièmement, le nombre de Maliens réfugiés depuis longtemps dans ces mêmes régions a diminué, et les communautés d'accueil ont été incluses dans les activités 3A dans le cadre d'une stratégie établie conjointement par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et le PAM pour encourager l'autosuffisance. Troisièmement, les activités de renforcement de la résilience dans les régions de Tahoua, Maradi et Zinder ont été transposées à plus grande échelle suite à la vaste campagne de sensibilisation menée par la direction du PAM et à une contribution importante fournie à l'appui du plan d'intensification du Gouvernement. La hausse du nombre de bénéficiaires qui en découle concerne pour beaucoup des enfants âgés de 6 à 23 mois qui recevront une supplémentation alimentaire généralisée dans le cadre des activités de prévention de la malnutrition.
17. Cette révision ne modifie en rien l'orientation stratégique du PAM au Niger. Elle n'entraîne pas de changement stratégique essentiel, si ce n'est que le PSPP-T renforcera la cohérence et l'intégration des activités axées sur la résilience et des programmes d'intervention face aux crises, notamment dans les régions accueillant des réfugiés et touchées par des crises, où l'aide de secours sera mise en œuvre dans le cadre d'une stratégie de longue haleine visant à renforcer l'autosuffisance et les moyens d'existence, et, partant, le lien entre l'aide humanitaire, l'aide au développement et la paix.

¹² PAM. Présentation de l'analyse destinée à combler le déficit en nutriments, mars 2018.

¹³ Bureau du PAM au Niger. 2018. *Évaluation à mi-parcours de l'IPSR Niger 200961 (janvier 2017-décembre 2019) et de la dernière année de l'IPSR 200583 (janvier 2014-décembre 2016)*. (Non disponible en ligne.)

18. Les activités de l'IPSR seront incorporées au PSPP-T, qui reprend les interventions existantes en les adaptant à la situation actuelle. Le bureau de pays continuera de mettre en œuvre les activités déjà approuvées en tenant compte des enseignements et des recommandations des évaluations et des examens antérieurs. Les mesures prioritaires et les perspectives du PSP qui sera établi pour le Niger pour 2020-2024 seront déterminées dans le cadre de l'examen stratégique Faim zéro en cours et des nombreuses consultations qui auront lieu avec les divers acteurs clés au niveau national, régional et local.

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES PAR ACTIVITÉ

Activité	Modalité	Chiffres actuels			Augmentation/diminution			Chiffres révisés		
		Garçons/ hommes	Filles/femmes	Total	Garçons/ hommes	Filles/ femmes	Total	Garçons/ hommes	Filles/ femmes	Total
Supplémentation alimentaire ciblée (enfants âgés de 6 à 23 mois)	Produits alimentaires	612 221	629 607	1 241 828	0	0	0	612 221	629 607	1 241 828
Supplémentation alimentaire ciblée (femmes enceintes)	Produits alimentaires	0	373 515	373 515	0	0	0	0	373 515	373 515
Aidants qui s'occupent d'enfants recevant une alimentation thérapeutique	Produits alimentaires	0	218 400	218 400	0	0	0	0	218 400	218 400
Repas scolaires – zones de populations nomades	Produits alimentaires	48 080	49 446	97 526	-11 755	-11 181	-22 936	36 325	38 265	74 590
Repas scolaires – zones de populations sédentaires	Produits alimentaires	118 426	121 789	240 215	-28 954	-27 540	-56 494	89 472	94 249	183 721
Création d'actifs (vivres)	Produits alimentaires	52 804	54 303	107 107	72 681	70 957	143 638	123 868	126 877	250 745
Transferts non assortis de conditions	Produits alimentaires	80 550	82 837	163 387	0	0	0	80 550	82 837	163 387
Supplémentation alimentaire généralisée (enfants âgés de 6 à 23 mois)	Produits alimentaires	23 862	24 540	48 402	33 514	31 926	65 440	57 376	56 466	113 842
Plan de réserve – transferts non assortis de conditions pendant la période de soudure	Produits alimentaires	73 950	76 050	150 000	44 460	45 540	90 000	118 560	121 440	240 000
Plan de réserve – transferts non assortis de conditions pendant la période de soudure – aide monétaire	Aide monétaire	0	0	0	29 640	30 360	60 000	29 640	30 360	60 000
Plan de réserve – supplémentation alimentaire généralisée pendant la période de soudure	Produits alimentaires	5 916	6 084	12 000	1 008	992	2 000	7 056	6 944	14 000
Création d'actifs – réfugiés	Produits alimentaires	16 806	17 284	34 090	-13 496	-13 894	-27 390	3 310	3 390	6 700

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES PAR ACTIVITÉ

Activité	Modalité	Chiffres actuels			Augmentation/diminution			Chiffres révisés		
		Garçons/ hommes	Filles/femmes	Total	Garçons/ hommes	Filles/ femmes	Total	Garçons/ hommes	Filles/ femmes	Total
Transferts non assortis de conditions – réfugiés	Produits alimentaires	16 806	17 284	34 090	-13 496	-13 894	-27 390	3 310	3 390	6 700
Distributions alimentaires généralisées – réfugiés (enfants âgés de 6 à 23 mois)	Produits alimentaires	1 380	1 420	2 800	-186	-244	-430	1 194	1 176	2 370
Création d'actifs – population d'accueil	Produits alimentaires	0	0	0	1 044	1 056	2 100	1 044	1 056	2 100
Transferts non assortis de conditions – population d'accueil	Produits alimentaires	0	0	0	1 044	1 056	2 100	1 044	1 056	2 100
Distributions alimentaires généralisées – population d'accueil (enfants âgés de 6 à 23 mois)	Produits alimentaires	0	0	0	104	106	210	104	106	210
Repas scolaires – zones de populations nomades (bons-produits)	Transferts de type monétaire	496	510	1 006	-121	-115	-236	375	395	770
Repas scolaires – zones de populations sédentaires (bons-produits)	Transferts de type monétaire	5 472	5 628	11 100	-1 338	-1 273	-2 611	4 134	4 355	8 489
Rations à emporter (bons-produits)	Transferts de type monétaire	6 396	6 578	12 974	-6 396	-6 578	-12 974	0	0	0
Éducation des adolescentes (aide monétaire)	Transferts de type monétaire	0	13 130	13 130	5 190	-7 662	-2 472	5 190	5 468	10 658
Création d'actifs (aide monétaire)	Transferts de type monétaire	102 625	100 592	203 217	91 177	97 917	189 094	193 802	198 509	392 311
Transferts non assortis de conditions (aide monétaire)	Transferts de type monétaire	74 203	72 734	146 937	119 599	125 775	245 374	193 802	198 509	392 311
Création d'actifs – réfugiés (bons-produits)	Transferts de type monétaire	3 111	3 049	6 160	5 287	5 553	10 840	8 398	8 602	17 000

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES PAR ACTIVITÉ

Activité	Modalité	Chiffres actuels			Augmentation/diminution			Chiffres révisés		
		Garçons/ hommes	Filles/femmes	Total	Garçons/ hommes	Filles/ femmes	Total	Garçons/ hommes	Filles/ femmes	Total
Transferts non assortis de conditions – réfugiés (bons-produits)	Transferts de type monétaire	3 111	3 049	6 160	5 287	5 553	10 840	8 398	8 602	17 000
Création d'actifs – population d'accueil (bons-produits)	Transferts de type monétaire	0	0	0	7 952	8 048	16 000	7 952	8 048	16 000
Transferts non assortis de conditions – population d'accueil (bons-produits)	Transferts de type monétaire	0	0	0	7 952	8 048	16 000	7 952	8 048	16 000
Distributions alimentaires généralisées – population d'accueil (enfants âgés de 6 à 23 mois)	Transferts de type monétaire	0	0	0	795	805	1 600	795	805	1 600

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (en grammes/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (en dollars/personne/jour), PAR ACTIVITÉ (CHIFFRES RÉVISÉS)				
	Activité 1 (distributions générales de vivres)	Activité 2 (alimentation scolaire)	Activité 3 (dispensateurs de soins - nutrition)	Activité 4 (3A - période de soudure)
Céréales	350	250	350	350
Légumineuses	60	50	60	60
Huile végétale	35	30	35	35
SuperCereal	50	50	250	50
Sel iodé	5	5	5	5
Transferts de type monétaire (en dollars/ personne/jour)	0,405	0,28	0	0,405
Total kcal/jour	2 064	1 577	2 064	2 064
% kcal d'origine protéique	11,7	11,8	11,7	11,7
% kcal d'origine lipidique	24,2	26,4	24,2	24,2
Nombre de jours d'alimentation par mois	30	20	30	30

19. Des modifications ont été apportées aux rations pour 2019, car il a été jugé qu'elles apportaient plus que les 2 100 kilocalories préconisées par l'IPSR.

Coût

TABLEAU 3: BESOINS EN PRODUITS ALIMENTAIRES ET EN TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE, PAR ACTIVITÉ				
Activité	Produits alimentaires/ transferts de type monétaire	Produits alimentaires (<i>en tonnes</i>)/transferts de type monétaire (<i>en dollars</i>)		
		Chiffres actuels	Augmentation/ (diminution)	Totaux révisés
Plan de réserve/réfugiés maliens	Produits alimentaires	27 770	(109)	27 661
Plan de réserve/réfugiés maliens	Transferts de type monétaire (<i>en dollars</i>)	2 209 043	5 797 664	8 006 706
Alimentation scolaire	Produits alimentaires	72 477	(4 714)	67 763
Alimentation scolaire	Transferts de type monétaire (<i>en dollars</i>)	3 064 209	(666 289)	2 397 920
Nutrition	Produits alimentaires	40 587	10 614	51 201
Nutrition	Transferts de type monétaire (<i>en dollars</i>)	0	768 335	768 335
Assistance alimentaire pour la création d'actifs/période de soudure	Produits alimentaires	65 586	(7 905)	57 681
Assistance alimentaire pour la création d'actifs/période de soudure	Transferts de type monétaire (<i>en dollars</i>)	43 005 239	21 326 891	64 332 130
Total	Produits alimentaires	206 418	(2 114)	204 304
Total	Transferts de type monétaire (<i>en dollars</i>)	48 278 491	27 226 600	75 505 091

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET			
	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Produits alimentaires			
Céréales	89 287	37 274 425	
Légumineuses	22 360	16 001 846	
Huile et matières grasses	12 291	8 795 596	
Aliments composés et mélanges	78 864	103 788 292	
Autres	1 502	406 691	
Total, produits alimentaires	204 304	166 266 850	
Transport, entreposage, manutention des produits alimentaires et autres coûts opérationnels directs		119 664 062	
Produits alimentaires et coûts connexes¹		285 930 912	
Transferts de type monétaire		75 505 092	
Coûts connexes		19 781 613	
Transferts de type monétaire et coûts connexes		95 286 705	
Développement et augmentation des capacités		29 054 472	
Coûts opérationnels directs			410 272 089
Coûts d'appui directs ajustés (voir annexe I-B) ²			51 176 297
Total des coûts directs du projet			461 448 386
Coûts d'appui indirects (6,5%) ³			31 000 884
Coût total pour le PAM			492 449 270

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont le contenu peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil pendant la durée du projet.

ANNEXE I-B

COÛTS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs*	19 343 208
Agents des services généraux**	2 856 949
Prime de risque et indemnités locales	385 361
Total partiel	22 585 519
Dépenses de fonctionnement et autres	
Dépenses d'équipement	4 644 022
Sécurité	4 438 724
Voyages et transport	3 406 087
Études préalables, évaluations et suivi***	2 247 151
Total des coûts d'appui directs	51 176 297

* Les dépenses inscrites à cette rubrique se réfèrent aux éléments de coût suivants: administrateurs recrutés sur le plan international (P-1 à D-2), personnel local – administrateurs recrutés sur le plan national –, consultants recrutés sur le plan international, consultants recrutés localement, Volontaires des Nations Unies.

** Les dépenses inscrites à cette rubrique se réfèrent aux éléments de coût suivants: agents des services généraux recrutés sur le plan international, personnel local – services généraux –, personnel local – assistance temporaire (contrats de services, accords de services spéciaux, autres) –, heures supplémentaires.

*** Coûts estimatifs lorsque ces activités sont réalisées par des tiers. Si c'est le personnel du bureau de pays du PAM qui exécute ces activités, les coûts sont compris dans les rubriques Dépenses de personnel et frais connexes et Voyages et transport.

Liste des sigles utilisés dans le présent document

3A	assistance alimentaire pour la création d'actifs
CAD	coûts d'appui directs
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
PSP	plan stratégique de pays
PSPP-T	plan stratégique de pays provisoire de transition